

AKTUELL

SEUL CONTRE TOUS

Bettel ne veut pas fâcher le Rwanda

Fabien Grasser

À la surprise générale, Xavier Bettel a bloqué, le 24 février, les sanctions européennes contre Kigali, dont l'offensive militaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) menace la paix régionale. Le ministre des Affaires étrangères veut privilégier le dialogue entre la RDC et le Rwanda, pays avec lequel il a resserré les liens ces dernières années et dans lequel il a eu des engagements humanitaires personnels par le passé.

Le refus de Xavier Bettel de sanctionner le Rwanda a contrarié la Belgique lors du Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne, ce lundi 24 février, à Bruxelles. Les autres pays de l'UE étaient surpris, tant l'adoption de sanctions contre Kigali semblait relever d'une ultime formalité. Depuis janvier, entre 3.000 et 4.000 soldats rwandais ont envahi la RDC pour appuyer la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) dans sa conquête du Kivu, région frontalière du Rwanda, réputée pour la richesse de son sous-sol. Cette violation du droit international a des conséquences humanitaires tragiques et menace la paix dans la région. Elle est condamnée par l'ONU et l'UE. Londres a déjà suspendu la plupart de ses aides au Rwanda.

Xavier Bettel juge prématuré de punir Kigali et plaide pour une approche graduée. « Cette semaine, il y a des négociations qui ont lieu entre les ministres des Affaires étrangères africains. Je pense qu'il est important, avant de vouloir prendre des sanctions contre le Rwanda, d'attendre ce résultat, ces trois ou quatre prochains jours, pour voir si on va dans la bonne direction », a justifié le chef de la diplomatie luxembourgeoise. Ce blocage inattendu du grand-duché interroge dans les capitales européennes. Elle aurait surpris jusqu'à la délégation permanente du Luxembourg auprès de l'UE, qui a été bien en peine d'expliquer immédiatement la position du pays.

Au Luxembourg, le député David Wagner interroge Xavier Bettel sur le sujet depuis des semaines. Après une question parlementaire et une motion demandant l'arrêt de la coopération avec le Rwanda, l'élu Déi Lénk veut maintenant interpeller le gouvernement en séance publique à la Chambre. Il suspecte la coalition CSV-DP de favoriser les intérêts du secteur financier dans cette affaire. Explication : depuis 2021, le Luxembourg intensifie sa coopération avec le Rwanda. Parmi les projets soutenus, le « développement du Kigali International Financial Centre » fait ti-

quer le parlementaire. « Nous voulons aider à construire une place financière dont le but sera d'attirer des entreprises qui vont priver les autres pays africains de ressources fiscales », accuse David Wagner dans un podcast diffusé sur le site de Déi Lénk. Ce 26 février, la députée écologiste Sam Tanson a emboîté le pas à l'élu de gauche, interrogeant à son tour le ministre sur sa position.

En juin 2024, Xavier Bettel a scellé la bonne entente entre le grand-duché et le Rwanda, au cours d'une rencontre à Kigali avec le président Paul Kagamé, qui veut s'affirmer en leader régional. Avant d'accéder aux responsabilités gouvernementales, Xavier Bettel avait déjà tissé des liens au pays des mille collines, en s'engageant à titre personnel dans l'association luxembourgeoise Femmes Développement, au tournant des années 2010. Celle-ci aidait notamment les veuves du génocide de 1994, dont le souvenir meurtrit toujours le pays. En septembre 2009, Xavier Bettel avait participé à l'inauguration d'une école cofinancée par l'ONG luxembourgeoise et une fondation italienne, un événement alors couvert par l'auteur de cet article pour le compte d'un autre titre de presse.

Objectif Katanga

Fort des relations établies au fil des ans au Rwanda, Xavier Bettel veut peser en faveur d'une résolution du conflit en cours, suggère sa réponse (tardive) à la question parlementaire du député Déi Lénk. Dans un récent entretien téléphonique avec son homologue rwandais, le ministre « a demandé des gestes concrets d'engagement dans les processus de médiation en cours », précise le document, qui fait état de contacts réguliers avec les deux parties au conflit.

Peine perdue. Depuis le Conseil européen du 24 février, le M23 pousse son avantage militaire vers le sud de la RDC, dans le Katanga, poumon économique du pays, qui regorge également de minerais essentiels, mondialement convoités. Kinshasa évoque au moins 7.000 morts depuis janvier. Des dizaines de milliers de personnes fuient les combats, notamment vers la Tanzanie et le Burundi voisins. Celles et ceux qui ne partent pas ou ne le peuvent pas s'exposent aux brimades, pillages et viols que leur font subir les soudards des deux camps. Xavier Bettel précise dans sa réponse à David Wagner que le Luxembourg accordera 1,2 million d'euros à la RDC en faveur des victimes du conflit. On est déçidément trop bons.

SHORT NEWS

Travail, dépression et addictions

(fg) - Après une amélioration au sortir de la pandémie, l'indice de la qualité au travail s'est à nouveau dégradé ces deux dernières années, constate la Chambre des salariés (CSL), qui a divulgué l'étude Quality of Work Index 2024, ce 26 février. Seules 54,3 % des personnes interrogées (résidentes et frontalières) se disent satisfaites dans leur travail en 2024, un indicateur en baisse régulière depuis la publication de la première enquête en 2014. Les résultats varient selon les professions (les cadres sont davantage satisfaites que les ouvrier·ères) et les domaines d'activité. L'insatisfaction affecte particulièrement les salarié·es aux horaires atypiques ou encore ceux et celles qui travaillent dans le commerce et l'Horeca. Soit des secteurs dont le gouvernement veut libéraliser les horaires de travail, exposant leurs employé·es à davantage encore de risques sociaux-professionnels. Pour nombre de personnes, l'insatisfaction au travail est source de souffrances physiques et mentales, entraînant notamment des troubles du sommeil chez près d'un tiers des sondé·es, parfois des dépressions et des burnouts. Pour cette édition 2024, la CSL et l'Université de Luxembourg, qui mènent conjointement l'étude, se sont associées au Centre national de prévention des addictions pour mettre l'accent sur la consommation d'alcool, de médicaments et d'autres substances sur le lieu de travail. 49 % des personnes présentent un risque allant de très élevé à modéré quant à un mésusage de l'alcool, de loin la substance la plus consommée dans le cadre professionnel. Un résultat qui ne donne pas forcément envie de trinquer.

Europa: Mehrfachkonsum von Drogen steigt

(mes) - Cannabis ist in 31 europäischen Ländern die beliebteste Droge, besagen neue Daten der Drogenagentur der Europäischen Union (EUDA). Laut der am 25. Februar veröffentlichten Umfrage zum Drogenkonsum von über 66.000 Europäer*innen folgen in der EU dem verbreiteten Cannabisgebrauch der Konsum von MDMA/Ecstasy und Kokain. Jeweils rund ein Drittel der Teilnehmenden gaben deren Konsum an. Obschon sich die Gründe je nach Droge und Altersgruppe unterscheiden, ergeben sich aus der Umfrage drei Hauptmotive für den Konsum: Spaß, Wachwerden und die Reduzierung von Stress. Die Agentur, die die Ergebnisse nicht länderspezifisch analysiert hat, warnt vor einem generellen Anstieg des Mehrfachkonsums. Dabei werden mehrere Substanzen im selben Konsumzeitraum eingenommen, was das Risiko von Gesundheitsproblemen erhöhe. Dies sei vor allem bei Kokainkonsument*innen (96 Prozent) der Fall und stehe im Gegensatz zu Cannabisnutzer*innen, von denen ein Drittel ohne zusätzliche Substanz konsumieren. Während bei der Mehrheit der Teilnehmenden der Konsum insgesamt einige Wochen im Jahr betrug, gab eine größere Anzahl von Cannabis- (15 Prozent) und Heroinkonsument*innen (18 Prozent) an, mehr als 300 Tage im Jahr zu konsumieren. Auch wenn die Umfrage nicht repräsentativ sei, könne sie „zu einem detaillierteren, realistischeren und aktuelleren Bild des Drogenkonsums und der Drogenmärkte beitragen“, so die EUDA. Dies sei notwendig, da die zunehmende Verfügbarkeit von Drogen in Europa steige und dadurch auch andere „komplexe politische Probleme wie die Obdachlosigkeit, die Behandlung psychiatrischer Störungen und die Jugendkriminalität“ verschärfe.

La confiance dans la démocratie s'étiole

(ts) - Le degré de confiance dans les institutions et la démocratie représentative au Luxembourg continue de s'éroder progressivement : moins de 55 % des citoyen·nes font désormais confiance à la Chambre et au gouvernement. Un tiers environ se disent même « méfiant·es », selon l'étude « Polindex 2024 », qui dresse le bilan de l'état de la démocratie au Luxembourg et dont les résultats ont été publiés ce mardi 25 février. Par ailleurs, 68 % des sondé·es s'estiment satisfait·es du système démocratique – contre 90 % en 2004 tout de même –, même si une démocratie plus directe, par le biais du référendum, est plébiscitée. Une situation qui demeure cependant meilleure que dans les pays voisins et qui s'explique notamment par la bonne santé économique du Luxembourg, « clé de voûte de la démocratie » d'après Philippe Poirier, auteur de cette étude. Mais c'est aussi « une arme à double tranchant », prévient-il : en cas de ralentissement économique apparaîtront les mêmes phénomènes qu'en France et en Allemagne. Plus inquiétant encore : l'étude relève un recul de l'attachement à la démocratie parmi les plus jeunes. 35 % des jeunes luxembourgeois·es âgé·es de 18 à 24 ans et près de 50 % des jeunes non luxembourgeois·es ne se positionnent pas clairement en faveur de la démocratie comme étant la meilleure forme de gouvernement.